



Opérationnalisation de la Commission de la Mer Des Caraïbes

Document de concept ayant pour
objectif le financement des quatre
premières années de fonctionnement

Préparé pour la Commission de la Mer des Caraïbes (CMC) de l'Association des Etats de la Caraïbe
(AEC)

Par

Le Centre d'Etudes environnementales et pour la gestion des ressources (CERMES)
Université de West Indies, Cave Hill Campus, St. Michael, Barbade

Février 2011



Table des matières

Résumé exécutif.....	ii
Historique.....	ii
Actions requises pour la mise en place de ce mécanisme	ii
Tableau chronologique du Projet.....	iii
Coût.....	iii
Historique.....	1
La CMC dans la gouvernance des Océans dans la Grande Caraïbe.....	2
La CMC dans le cadre de la Gouvernance Régionale.....	2
l'Aspect de Données et d'Informations.....	3
Actions requises pour la mise en place de la CMC	
Mise en place et fonctionnement du _Toc272046110 secrétariat de la CMC.....	6
Mise en place et fonctionnement du réseau d'information au sein du secrétariat.....	6
Mise en place et fonctionnement des sous-commissions.....	6
Fonctionnement de la CMC.....	7
Budget.....	7
Notes de fin.....	9

Opérationnalisation de la Commission de la Mer Des Caraïbes

Un document de concept pour l'obtention de financement pour les quatre premières années d'opération

Résumé exécutif

Contexte

L'Association des Etats de la Caraïbe (AEC) a mené l'initiative de la Mer des Caraïbes (IMC) depuis 1998 à travers la promotion de la Résolution de l'ONU *'Vers le Développement durable de la Mer des Caraïbes pour les générations présentes et futures'*.

La Commission de la Mer des Caraïbes (CMC) a été établie en 2008, dans le cadre de l'IMC, afin de promouvoir et de superviser l'utilisation durable de la Mer des Caraïbes. Depuis lors, la CMC a travaillé dans le développement d'une structure appropriée et d'accords pour la réalisation de son travail. Ces aspects de la CMC sont maintenant bien développés et ont été adoptés par la CMC.

Au cours de la *'Consultation d'experts sur l'opérationnalisation de la Commission de la Mer des Caraïbes'*, en 2010, les parties prenantes régionales ont fourni des conseils sur la manière d'avancer en ce qui concerne les domaines clés pour la CMC, indiqués ci-après:

- Architecture régionale de la gouvernance de la mer et le rôle de la CMC
- L'interface science-politique de la CMC
- Le système d'information pour soutenir l' interface.

Les participants ont conclu que la structure et l'opération proposées pour la CMC pouvaient fournir une valeur ajoutée considérable aux arrangements actuels de gouvernance de la mer dans la Région de la Grande Caraïbe, et qu'ils souhaitaient prendre part au processus de construction de la CMC.

L'opérationnalisation de la CMC sera abordée dans une première phase de quatre ans, en mettant l'accent sur les ressources marines vivantes de la Grande Caraïbe. Cela comprend les liens avec les secteurs productifs tels que la pêche et le tourisme, tout en tenant compte des menaces relatives au changement climatique.

L'opérationnalisation de la CMC requiert trois domaines d'action importants:

L'établissement du Secrétariat de la CMC est un premier pas crucial dans l'opérationnalisation du mécanisme. Il serait nécessaire d'avoir au minimum un Coordinateur, un Fonctionnaire responsable des données et de l'information et un Secrétaire.

La fonction concernant les données et l'information est une composante fondamentale de la CMC. Elle aura besoin d'un coordinateur/responsable du développement du réseau et de la plate-forme qui servirait de moyen pour avoir accès à l'information.

Le processus science-politique est une fonction centrale de la CMC qui implique les Sous-commissions, la Commission et le Conseil de l'AEC dans la gouvernance de la mer. Pendant l'établissement et le fonctionnement de ce processus, l'accent sera mis sur (1) la participation de formulateurs de politiques, afin de déterminer les domaines d'intérêt clés concernant l'information et le conseil, et (2) satisfaire cette demande d'information et de conseil moyennant le réseau de données et d'information et la fonction de révision et de conseil des Sous-commissions.

Tableau chronologique du Projet

Le tableau ci-dessous est fondé sur les fonctions clés et les produits que le projet propose d'établir et de remettre.

Activity	Year 1	Year 2	Year 3	Year 4
Establish operate Secretariat				
Engage staff				
Establish office				
Operate Secretariat				
Establish operate data/information system				
Develop data/information platform				
Engage partners				
Develop metadatabase and linkages				
Operate/improve system				
Develop/operate science policy interface				
Determine policy advice needs (consultation)				
Prepare information (review and advisory)				
Deliver advice information				
Obtain/incorporate feedback				

The implementation schedule for the operationalisation of the CSC

Activité	1^e Année	2^e Année	3^e Année	4^e Année
<i>Etablir et faire fonctionner le secrétariat</i> Recruter le personnel Etablir le bureau Faire fonctionner le secrétariat				
<i>Etablir et faire fonctionner le système de données/information</i> Développement de la plate-forme de données/information Engager des partenaires Développer une méta-base de données et des liens Faire fonctionner/améliorer le système				
<i>Développer/faire fonctionner l'interface science-politique</i> Déterminer les besoins de conseil des politiques (consultation) Préparer l'information (révision et conseil) Remettre l'information Obtenir/incorporer le feedback				

Calendrier pour l'opérationnalisation de la CMC

Coût

Le coût minimum estimé pour l'établissement du processus de la CMC décrit précédemment est de US\$1,5 M pour la phase initiale de quatre ans. Il comprend l'établissement et le fonctionnement du Secrétariat, l'établissement du système d'information et le fonctionnement des Sous-commissions. C'est le financement principal nécessaire pour devenir fonctionnel et permettre de procurer davantage de soutien.

Historique

Depuis 1998, l'AEC poursuit l'Initiative en faveur de la mer des Caraïbes par la promotion à l'Assemblée générale de l'ONU, de la Résolution des Nations unies intitulée " Vers le développement durable de la mer des Caraïbes pour les générations présentes et à venir ». Ce processus a abouti entre autres, en 2008, à la création de la Commission de la mer des Caraïbes (CMC) en tant qu'organisme destiné à promouvoir et à contrôler l'utilisation durable de la mer des Caraïbes. Depuis sa création, la CMC a travaillé à la mise en place d'une structure et de dispositions adaptées à sa tâche. Cette structure qui a déjà fait l'objet d'une description est maintenant adoptée par la CMC. La « Consultation entre experts, sur la mise en place de la Commission de la mer des Caraïbes », qui a eu lieu en juillet 2010ⁱ, constitue l'avancée la plus récente s'agissant de la mise en œuvre de la CMC. De nombreuses parties prenantes de la région se sont réunies à l'occasion de cette consultation, dans le but de :

- partager avec des partenaires essentiels, les informations sur la situation et le plan relatifs à la « Mise en œuvre de la Commission de la mer des Caraïbes » ;
 - d'obtenir leurs remarques sur la faisabilité des propositions et des idées à propos de l'amélioration de ce plan ;
1. d'aboutir à un consensus sur la manière dont les partenaires peuvent collaborer pour réaliser le plan global de gouvernance des océans dans la région de la Grande Caraïbe.

Cette Consultation a été organisée pour aborder trois sujets déterminants pour la CMC :

1. architecture de la gouvernance des océans à l'échelle régionale et rôle de la CMC ;
2. la CMC, interface entre science et politique ;
3. système d'information destiné à soutenir cette interface.

Les participants à cette Consultation ont apporté un grand nombre d'idées et de recommandations dont il sera tenu compte au cours de la réalisation. En définitive les participants en sont arrivés à la conclusion que la structure et le fonctionnement proposés pour la CMC, seraient susceptibles d'apporter une valeur ajoutée considérable aux dispositions actuelles relatives à la gouvernance des océans dans la région de la Grande Caraïbe. Les participants ont fait part de leur volonté et de celle de leur organisation, de prendre part au processus d'établissement de la CMC.

On envisage la mise en œuvre de la CMC avec le démarrage d'une première phase d'une durée de quatre ans, axée sur les ressources marines vivantes de la région de la Grande Caraïbe, incluant leurs liens avec les secteurs productifs que sont la pêche et le tourisme, tout en tenant compte des menaces que fait peser le changement climatique. Ce document de concept décrit le processus requis pour la mise en œuvre de la CMC et de ses sous-commissions, et le présente sous forme de projet destiné à faciliter les demandes et l'acquisition de financements.

La mise en place d'une communication régulière des informations et d'un processus consultatif, concernant la Grande Caraïbe, est opportune au moment où l'actuelle AGNU met l'accent sur l'établissement à l'échelle mondiale, d'un processus régulier de communication des données sur l'état des océans. L'adoption en novembre 2009 par l'AG des recommandations du Groupe d'experts sur l'"Evaluation des évaluations", indique qu'il s'agira là d'une activité prioritaire dans les années à venirⁱⁱ. La CMC aurait tout intérêt à lier la mise en place de son propre mécanisme régional au processus mondial et à harmoniser ses résultats de sorte qu'ils puissent contribuer

directement à ce dernier.

La CMC a de nombreux représentants nationaux et membres experts. Elle dépend directement du Conseil des ministres de l'AEC. Son fonctionnement repose sur trois sous-commissions : sous-commission technique et scientifique, sous-commission spécialisée dans la gouvernance et sous-commission juridique.

Leur fonction principale consiste à obtenir et à faire la synthèse des informations relatives à la gouvernance des océans dans la région de la Grande Caraïbe (région de l'AEC). Actuellement, il convient de relever le défi consistant à mettre au point et à rendre opérationnel le mécanisme par lequel : (1) les sous-commissions seront en mesure de remplir leurs fonctions, (2) la CMC elle-même examinera les informations fournies, les transformera en avis donnés au Conseil des ministres et facilitera les retours en provenance du Conseil, par l'intermédiaires des sous-commissions, vers les parties concernées de la région.

Comme il en est actuellement convenu, ce mécanisme général présentera les caractéristiques suivantes :

- il fera le meilleur usage de toute la gamme d'informations et d'expertise disponibles dans la région en créant un réseau efficace ;
 - il permettra la communication et les flux d'informations dans deux directions : (1) vers le haut, en partant des sources d'information vers les décideurs politiques, en passant par le mécanisme de synthèse et (2) vers le bas, en sens inverse, pour les retours et les demandes d'information ;
- il sera régulier et transparent.

La CMC dans la gouvernance des Océans dans la Grande Caraïbe

La CMC dans le cadre de la Gouvernance Régionale

Le mécanisme proposé fait partie d'un cadre général de gouvernance régionale, fondé sur des cycles imbriqués de politiques à des niveaux multiples, ayant des liens entre eux (cadre de gouvernance du GEMⁱⁱⁱ) ainsi qu'il est décrit dans le Rapport de 2008, de l'AEC à l'AGNU^{iv} et dans la figure 1. Dans la figure 1, on considère que la CMC de l'AEC fonctionne en tant que plus haut niveau du cycle de politique.

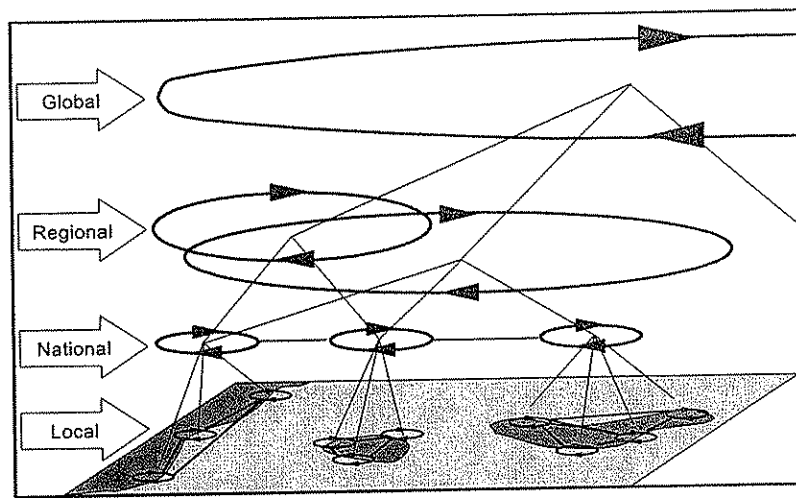


Figure 1. Composante à niveaux multiples du cadre de gouvernance proposé, comportant des liens verticaux et horizontaux entre les différents cycles d'une politique. Les liens situés à des niveaux multiples n'impliquent pas nécessairement des fonctions de contrôle.

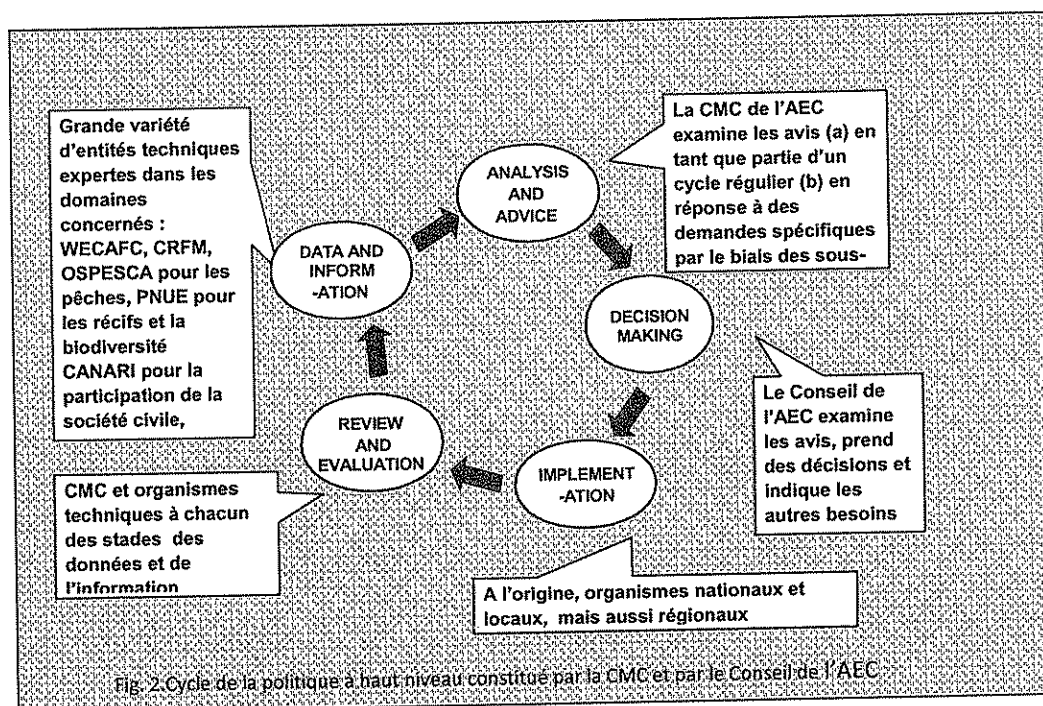
La figure 2 montre les détails de ce cycle. Cette disposition a été incorporée dans la structure du projet relatif au Grand écosystème marin de la Caraïbe, Projet CLME dont les sous-modules sont destinés à soutenir la mise en place de ce mécanisme^v.

l'Aspect de Données etd' Informations

La structure et la fonction du niveau "Données et informations" du cycle de la politique sont encore en voie d'élaboration. On envisage ce mécanisme comme un réseau régional de collecteurs et de d'analystes de données qui donneront accès à leurs données et à leurs informations par un portail central abritant les métadonnées adéquates permettant aux usagers de savoir ce qui est à leur disposition. On a considéré que le COIN Atlantic system décrit par Butler^{vi} est un modèle approprié pour la Grande Caraïbe. La figure 3 montre une représentation de cette structure sous forme de diagramme.

Dans la figure 3, il est important de noter que les pourvoyeurs de données et d'informations sont également considérés comme des partenaires apportant l'expertise nécessaire à l'analyse et à l'interprétation de ces données. La valeur d'un système de diffusion des données et des informations, tel que celui qui est décrit ici, repose sur le fait que chacun des partenaires est responsable de la collecte et de la conservation de ses propres données. Un partenaire pourra ainsi donner pleinement accès à ses données ou imposer des limites à leur utilisation, il pourra aussi définir le niveau d'analyse des données avant accès, etc. On reconnaît volontiers dans la région, que de nombreux organismes techniques ont effectué des recherches et poursuivi des travaux qui ont permis d'accumuler de grandes quantités d'informations et de données

intéressantes mais dont les impacts en termes de politique sont très faibles. On s'attend par conséquent, à ce que la plupart d'entre eux deviennent volontiers des partenaires dont l'expertise contribuera aux analyses et aux synthèses.



Traduction des "bulles" : Données et informations

Analyses et avis

Prise de décision

Exécution

Examen et évaluation

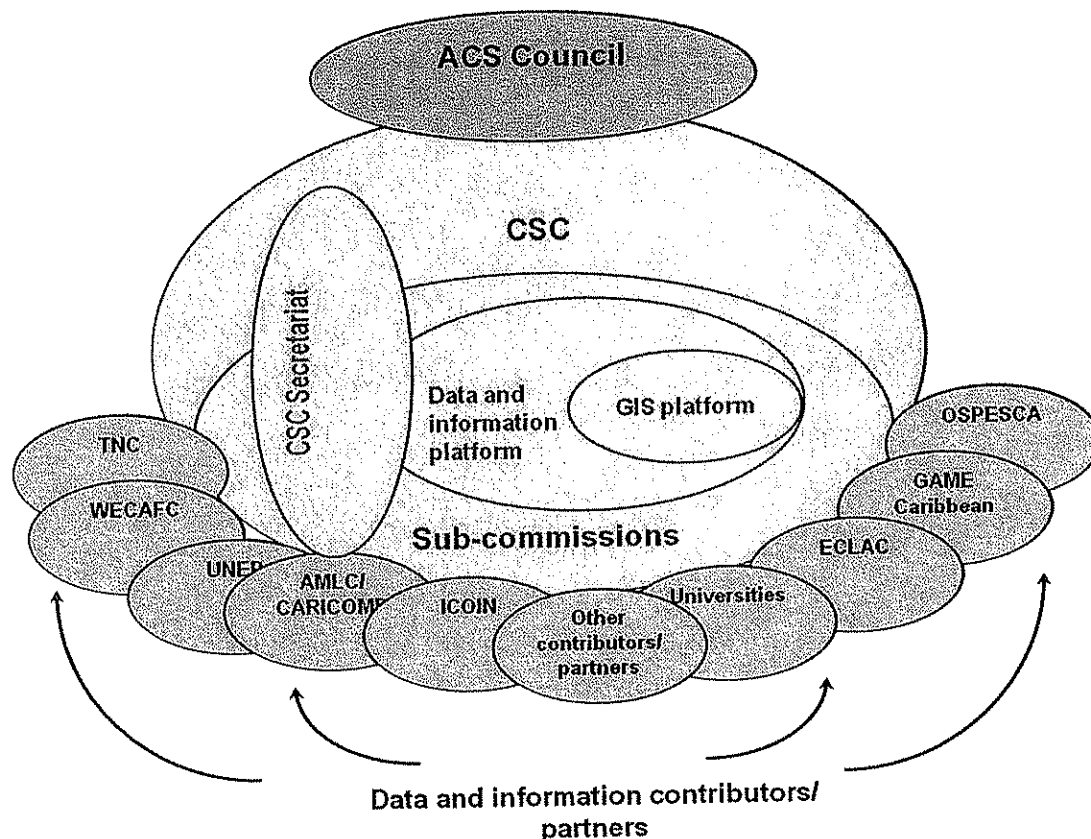


Figure 3. Structure du mécanisme relatif aux données et à l'information

Traduction des informations figurant dans le diagramme :

Data and information contributors/partners : Contributeurs et partenaires en matière de données et d'information

ACS Council : Conseil des ministres de l'AEC

CSC : CMC

CSC Secretariat : Secrétariat de la CMC

Data and information platform : Plate-forme de données et d'information

GIS platform : Plate-forme SIG

Sub-commissions : Sous-commissions

TNC : TNC

WECAFC : WECAFC

UNEP : PNUE

AMLC/CARICOM : Amérique latine Caraïbe/CARICOM

ICOIN : ICOIN

Other contributors/partners : Autres contributeurs/partenaires

Universities : universités

ECLAC : CEPALC

GAME Caribbean : GAME Caribbean

OSPESCA : OSPESCA

On admet la nécessité d'un coordinateur/développeur pour le réseau et la plate-forme devant servir de moyens d'accès à l'information. La COI a été pressentie pour remplir cette fonction pendant la durée du projet CLME (2009-2013), dans le but que le secrétariat de la Commission de la mer des Caraïbes en assume, par la suite, la pleine responsabilité.

Actions requises pour la création de ce mécanisme

Mise en place et fonctionnement du secrétariat de la CMC

La création du secrétariat de la CMC disposant de personnel et de locaux adéquats est la première étape déterminante pour rendre ce mécanisme opérationnel. Il conviendra de disposer au minimum d'un coordinateur, d'un responsable des données et de l'information, et d'un secrétaire. Le coordinateur agira en tant que secrétaire de la CMC et de ses trois sous-commissions, avec la responsabilité de programmer les activités en collaboration avec les présidences de la commission et des sous-commissions, de maintenir les communications entre ces organismes et avec les partenaires, et de superviser le fonctionnement du secrétariat. Le responsable des données et de l'information sera chargé de la mise en place technique du système d'information en collaboration avec les présidences des sous-commissions, avec les membres et les partenaires.

Mise en place et fonctionnement du réseau d'information au sein du secrétariat

La mise en place de ce réseau constituera un sous-projet initial central exigeant support technique et ressources. La première étape consistera à établir les structures et les protocoles de partage des données et des informations. L'étape suivante consistera à engager les partenaires à fournir leurs données et leurs informations au réseau. Ce système reposera sur le Web avec différents niveaux d'accès allant pour la demande en cours, de l'accès total à l'accès complètement prohibé, selon les conditions posées par les partenaires. La mise en place de ce réseau ira de pair avec le développement du site Web de la CMC qui comprendra encore d'autres informations sur la CMC. Le caractère technique de cet aspect du travail sera supporté par le module de données et d'information du projet relatif au Grand écosystème marin de la Caraïbe (CLME).

Mise en place et fonctionnement des sous-commissions

Au cours de cette première phase de mise en œuvre, les sous-commissions seront axées sur deux activités. La première consistera à engager la CMC et à travers elle le Conseil, à déterminer les domaines présentant un intérêt crucial et sur lesquels sera axé le processus régulier de communication des données. Ce dialogue pourra reposer sur des propositions issues de l'Analyse transfrontalière du diagnostic (ATD) du projet CLME, qui a identifié des problèmes critiques pour les ressources marines vivantes de la région de la Grande Caraïbe, tant sur le plan de la technique que de la gouvernance.

La seconde de ces activités consistera à rédiger le premier ou les deux premiers rapports réguliers faits à la CMC, et à travailler avec elle pour lui fournir les conseils concernant la politique qui accompagnera ces rapports.

En préparant ces rapports, la sous-commission aura aussi pour tâche de :

- déterminer la fréquence de communication des informations qui sera la plus adaptée au cycle des politiques de l'AEC/CMC ;
- définir un processus permettant d'adresser des demandes particulières (au coup par coup) pour obtenir des avis de la part de la CMC/du Conseil.

Ces activités, au cours de cette phase, utiliseront le réseau d'information tel qu'il se présente et serviront à l'affiner, à le tester et à l'améliorer.

Le travail des trois sous-commissions sera étroitement coordonné afin de garantir que les informations et les conseils qui en émaneront, vers la CMC et le Conseil, seront pleinement intégrés et cohérents sur le plan interne.

Fonctionnement de la CMC

Afin que la délivrance des informations et des avis donnés par les sous-commissions à la CMC soit opportune et efficace, la CMC devra fonctionner selon un cycle régulier qui laissera suffisamment de temps pour la préparation des contributions. Il sera également nécessaire que la CMC se réunisse au moins une fois et probablement deux fois par an, et que le financement de ces réunions soit approprié afin que tous les membres puissent y participer.

La périodicité des réunions de la CMC, leur forme, et le fonctionnement des relations entre les sous-commissions et la CMC proprement dite, sont des aspects de ce mécanisme qu'il conviendra de définir et de régulariser au cours de la première phase.

Budget

Le coût minimum prévu du processus de mise en place de la CMC tel qu'il est décrit ci-dessus, figure dans le Tableau 1, pour une phase initiale de quatre ans. Les coûts prévus incluent la mise en place et le fonctionnement du secrétariat, la création du système d'information et le fonctionnement des sous-commissions.

Tableau 1: Coût prévisionnel de création et de fonctionnement du mécanisme de la CMC relatif aux données et à l'information, pour la période initiale de quatre ans.

Activité	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Total
Mise en place et fonctionnement du secrétariat					
Secrétaire exécutif	80 000	80 000	80 000	80 000	320 000
Secrétaire	40 000	40 000	40 000	40 000	160 000
Responsable communications/information	70 000	70 000	70 000	70 000	280 000
Frais généraux de fonctionnement	12 000	12 000	12 000	12 000	48 000
Equipement/mobilier	30 000	2 000	2 000	2 000	36 000
Mise en place et fonctionnement du réseau de données	80 000	10 000	10 000	10 000	110 000
Voyages	8 000	8 000	8 000	8 000	32 000
Sous-total	320 000	222 000	222 000	222 000	986 000
Réunions des sous-commissions					
<u>Technique</u>					
Réunions	25 400	25 400	25 400	25 400	101 600
Contributions techniques	10 000	10 000	10 000	10 000	40 000
<u>Gouvernance/communications</u>					
Réunions	25 400	25 400	25 400	25 400	101 600
Contributions techniques	10 000	10 000	10 000	10 000	40 000
<u>Juridique</u>					
Réunions	25 400	25 400	25 400	25 400	101 600
Contributions techniques	10 000	10 000	10 000	10 000	40 000
Sous-total	106 200	106 200	106 200	106 200	424 800
Réunions de la CMC					
Participation technique	20 400	20 400	20 400	20 400	81 600
Total général	446 600	348 600	348 600	348 600	1 492 400
Apports de co-financement					
Contribution des sous-commissions (temps passé par les membres)					
Technique	80 000	80 000	80 000	80 000	320 000
Gouvernance/communications	44 000	44 000	44 000	44 000	176 000
Juridique	32 000	32 000	32 000	32 000	128 000
Engagement du CLME	30 000	30 000	30 000	30 000	120 000
Partenaires pourvoyeurs de données/d'informations	>500 000	>500 000	>500 000	>500 000	>2 000 000
Sous-total	186 000	186 000	186 000	186 000	744 000

Notes de fin

ⁱ ACS/CERMES-UWI. 2010. Rapport sur la Consultation entre experts à propos de la mise en œuvre de la Commission de la mer des Caraïbes : instaurer une interface entre la science et la politique pour la gouvernance de l'océan dans la Grande Caraïbe. University of the West Indies, Cave Hill Campus, la Barbade du 7 au 9 juillet 2010. CERMES Technical Report (*Rapport technique du CERMES*) N°33, 84 p.

ⁱⁱ L'AG a approuvé les recommandations adoptées par le groupe de travail spécial plénier pour « **le mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socio-économiques** ». Ces recommandations proposent un cadre pour ce processus régulier ; elles décrivent sa première phase et ses perspectives. Il est demandé au Secrétaire général de convoquer une réunion informelle du groupe de travail spécial plénier, du 30 août au 3 septembre 2010 pour la poursuite de l'examen de cette question et pour faire des recommandations à l'Assemblée générale à l'occasion de sa soixante cinquième session. Ces recommandations devront porter sur les modalités d'application de ce processus régulier (comprenant ses caractéristiques essentielles, ses dispositions institutionnelles et son financement) et devront déterminer l'objectif et la portée de sa première phase, les questions cruciales auxquelles il conviendra de répondre ainsi que la cible primaire ; ces mêmes recommandations devront garantir que les évaluations sont pertinentes pour les décideurs, tant en ce qui concerne le fonds volontaire que le fonds pour les bourses (voir aussi AGNU A/64/347, 64^{ème} session, paragraphe 78(a) concernant le programme prévisionnel relatif aux Océans et au Droit de la mer- Rapport sur les travaux du groupe de travail spécial plénier chargé de recommander à l'Assemblée générale un plan d'action pour le mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socio-économiques – Lettre des coprésidents du groupe de travail spécial plénier, adressée au président de l'Assemblée générale).

L'AG a demandé à la Division des affaires océaniques et du droit de la mer, d'apporter son soutien aux ressources du fonds volontaire, en coopération et de, de manière appropriée, avec les organismes spécialisés et les programmes concernés des Nations unies. Il n'y a pas de référence particulière au PNUE ou à la COI concernant ce processus régulier, mais il existe des possibilités de rechercher le soutien des Etats membres sur ce sujet, d'ici la réunion informelle du groupe de travail spécial plénier, qui aura lieu du 30 août au 3 septembre 2010.

Le rapport final du groupe d'experts, comprenant un chapitre sur la Grande Caraïbe, de Mahon R et E. Escobar, a été publié en septembre 2009 sous l'intitulé :

« UNEP and IOC-UNESCO. 2009. [eds]. An Assessment of Assessments, Findings of the Group of Experts. Start-up Phase of a Regular Process for Global Reporting and Assessment of the State of the Marine Environment including Socio-economic Aspects. (*Evaluation des évaluations, conclusions du groupe d'experts. Phase de démarrage du processus régulier de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socio-économiques*). Progress Press Ltd., Malte. 880 p.

ⁱⁱⁱ Fanning, L., R. Mahon, P. McConney, J. Angulo, F. Burrows, B. Chakalall, D. Gil, M. Haughton, S. Heileman, S. Martinez, L. Ostine, A. Oviedo, S. Parsons, T. Phillips, C. Santizo Arroya, B. Simmons, C. Toro. 2007. A large marine ecosystem governance framework. (*Cadre*

de gouvernance d'un grand écosystème marin). *Marine Policy* 31: 434–443.

^{iv} AEC 2008. Rapport au Secrétaire général des Nations unies : “Vers le développement durable de la mer des Caraïbes pour les générations présentes et à venir – Synthèse des problèmes et des défis relatifs à l’Initiative pour la mer des Caraïbes.

^v Mahon, R., L. Fanning, P. McConney and C. Toro. 2008. Governance for Caribbean marine resources: seeking a path. (*Gouvernance des ressources marines de la Caraïbe : à la recherche d’une solution*). *Proc. Gulf & Caribb. Fish. Instit.*, 60: 3-7.

^{vi} Butler, M.J.A., P.R.Boudreau, C. Le Blanc et K. Baldwin. 2011. 20 Spatial Data Infrastructures in Support of Ecosystem Based Management and Ecosystem Approach to Fisheries in the Caribbean (*Les infrastructures de données spatiales comme supports de la gestion axée sur l’écosystème et adoption d’une approche par écosystème en matière de pêche dans la Caraïbe.*) pp. 297-307. Voir aussi : Fanning L., R. Mahon et P. Mac Conney (rédacteurs), « Towards Marine Ecosystem-based Management in the Wider Caribbean (*Vers une gestion fondée sur l’écosystème marin dans la Grande Caraïbe*). Amsterdam University Press. Amsterdam.

Voir aussi un extrait dans : Fanning L., R. Mahon et P. Mac Conney. 2009. Marine Ecosystem-Based Management in the Caribbean: an essential component of Principled Ocean Governance. Report of Caribbean Regional Symposium, (*G+estion fondée sur l’écosystème marin de la Caraïbe : élément essentiel du principe de la gouvernance des océans. Compte-rendu du symposium régional sur la Caraïbe*). University of the West Indies, Cave Hill Campus, la Barbade, 10-12 décembre 2008. Rapport technique du CERMES, N° 17, 44 pages.